



Date de dépôt : 2 juin 2026

Rapport

de la commission de de l'environnement et de l'agriculture
chargée d'étudier l'initiative populaire cantonale 197
« Exploitations à proximité des habitations : une distance
minimale afin de mieux préserver la santé publique »

Rapport de Céline Zuber-Roy (page 4)

- | | |
|--|--|
| 1. Arrêté du Conseil d'Etat constatant l'aboutissement de l'initiative, publié dans la Feuille d'avis officielle le | 29 septembre 2023 |
| 2. Arrêté du Conseil d'Etat au sujet de la validité de l'initiative, au plus tard le | 29 janvier 2024 |
| 3. Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la prise en considération de l'initiative, au plus tard le | 29 janvier 2024 |
| 4. Décision du Grand Conseil sur la prise en considération de l'initiative et sur l'opposition éventuelle d'un contreprojet, au plus tard le | 29 septembre 2024 ¹
15 mai 2025 ²
4 août 2026 |
| 5. En cas d'opposition d'un contreprojet, adoption par le Grand Conseil du contreprojet, au plus tard le | 29 septembre 2025 ¹
15 mai 2026 ²
4 août 2027 |

¹ Nouveaux délais en raison du recours à la Cour de justice (cf. ACST/19/2024).

² Nouveaux délais en raison du recours au Tribunal fédéral (cf. 1C_649/2024).



GRAND CONSEIL

de la République et canton de Genève

IN 197

Initiative populaire cantonale

« Exploitations à proximité des habitations : une distance minimale afin de mieux préserver la santé publique »

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs dans le canton de Genève, conformément aux articles 57 à 64 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012, et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative législative :

Texte de l'initiative :

Art. 1 Modifications

La loi sur les gravières et exploitations assimilées (LGEA) (L 3 10), du 28 octobre 1999, est modifiée comme suit :

Art. 3C Mesures de protection (nouveau) :

L'ensemble des activités découlant des types d'exploitations et de décharges visés par la présente loi est considéré comme pouvant porter atteinte à la santé publique. La distance minimale séparant les zones d'exploitations des zones d'habitations est fixée de manière à préserver la santé des personnes touchées et à limiter les nuisances.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur dans les plus brefs délais dès sa promulgation.

Art. 3 Disposition transitoire

Dès son entrée en vigueur, la modification de la présente loi est directement applicable aux procédures en cours.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'importante densification et l'espace restreint sur le territoire de Genève rendent difficile la protection de la santé des habitants vivant à proximité des exploitations à ciel ouvert et des décharges de matériaux d'excavation produisant des nuisances importantes (bruit et pollution de l'air),

Le brassage des matériaux et le va-et-vient incessant des camions génèrent notamment du bruit, de la poussière et des particules fines qui peuvent s'avérer particulièrement nocives pour la santé, surtout lors d'une exposition prolongée.

L'objectif de cette initiative est de réduire l'impact des nuisances provoquées par ces activités sur la santé de la population.

De ce fait, cette initiative vise à introduire expressément l'obligation de respecter une distance minimale de 300 mètres entre les zones d'exploitations et les zones d'habitations¹. Il s'agit de préserver sérieusement la santé de la population genevoise !

¹ Par arrêté du 24 janvier 2024, le Conseil d'Etat a partiellement invalidé l'initiative, la troisième phrase de l'article 3C (nouveau) LGEA, prévoyant « *Dans tous les cas, cette distance n'est pas inférieure à 300 mètres* » ayant été supprimée.

Rapport de Céline Zuber-Roy

La commission de l'environnement et de l'agriculture a étudié l'initiative populaire cantonale 197 au cours de 3 séances entre mars et avril 2026. Une séance a eu lieu à la Gravière de Montfleury, dont une partie a été consacrée à la visite du site.

Les travaux se sont déroulés sous la présidence de M. Lionel Dugerdil et en présence de M^{me} Christine Hislair, secrétaire générale adjointe (DT), de M. Philippe Royer, directeur général de l'OCEV (DT) et de M. Clément Magnenat, secrétaire scientifique au Grand Conseil. Les procès-verbaux ont été tenus par M. Jean Karim Asper. L'auteur de ce rapport remercie toutes ces personnes.

L'initiative législative 197 a abouti en septembre 2023. Elle a été partiellement invalidée par le Conseil d'Etat, pour non-conformité au droit fédéral. Cette décision a été confirmée par le Tribunal fédéral. Ainsi, les travaux de la commission ont porté sur la partie validée de l'initiative.

I. Audition de M^{mes} Ulla Birk et Vanessa Cecilia Morganella, initiantes

M^{me} Morganella explique que, dans la version initiale de l'initiative, il était prévu d'inscrire dans la loi une distance minimale de 300 mètres. Elle précise toutefois que cette disposition a été invalidée. Elle indique que l'affaire est ensuite allée jusqu'au Tribunal fédéral, qui a rejeté leur recours. Elle ajoute que le texte restant de l'initiative reprend désormais des principes généraux. Elle cite la formulation suivante : « L'ensemble des activités découlant des types d'exploitation et des décharges visés par la présente loi est considéré comme pouvant porter atteinte à la santé publique. La distance minimale séparant les zones d'exploitation des zones d'habitations est fixée de manière à préserver la santé des personnes touchées et à limiter les nuisances ». Concernant la première partie de cet article, elle explique qu'il est reconnu que ce type d'exploitation comporte un risque sanitaire. Elle souligne que la protection de la santé publique constitue une responsabilité essentielle de l'Etat lorsqu'une activité présente un risque potentiel pour la population et que les autorités doivent, dans ce cadre, appliquer le principe de précaution.

Elle indique que ces types d'exploitations génèrent notamment des nuisances sonores, des émissions de poussières fines ainsi qu'une augmentation du trafic. Selon elle, ces nuisances sont largement documentées dans la littérature spécialisée en matière de santé et peuvent entraîner divers effets, notamment des troubles respiratoires et du stress. Elle relève également que les zones d'habitation concernent des populations sensibles, telles que les

enfants, les personnes âgées ou d'autres personnes vulnérables. Elle estime que la fixation d'une distance minimale constitue un outil simple, préventif et clair permettant de réduire les conflits entre zones d'exploitation et zones d'habitation. Selon elle, une telle distance permettrait de limiter les nuisances et relèverait avant tout d'un instrument de prévention dans le cadre de la planification.

M^{me} Morganella indique par ailleurs que, si le recours a été rejeté, le Tribunal fédéral a confirmé que les cantons disposent de la compétence de fixer de telles distances. Elle souligne que Genève est un canton de petite taille, avec une superficie de 246 km² (sans le lac). Elle ajoute que la population augmente chaque année et qu'environ 660 000 personnes entrent et sortent quotidiennement du canton. Elle mentionne également la présence d'un aéroport international et relève que Genève constitue le canton le plus densément peuplé de Suisse après Bâle-Ville. Elle ajoute enfin que plus de 40% des habitants du canton ne disposent pas du droit de vote et ne peuvent donc pas s'exprimer politiquement sur ces nuisances.

M^{me} Birk indique avoir travaillé sur la question de la propagation des poussières et des particules fines. Elle mentionne notamment une étude importante réalisée en Angleterre et présente un graphique aux députés (cf. présentation en annexe). Elle explique que la concentration de particules est plus élevée jusqu'à une distance de 300 mètres que plus loin.

Elle précise que deux autres tableaux présentent la concentration de particules fines dans l'air en fonction de la distance par rapport à une gravière. Le second tableau met en évidence le surplus de particules fines généré par ce type d'installation. Selon elle, les concentrations sont nettement plus élevées jusqu'à 300 mètres, puis diminuent progressivement au-delà de cette distance.

M^{me} Birk évoque ensuite les effets des particules fines sur la santé. Selon elle, celles-ci peuvent entraîner une augmentation de la mortalité liée à diverses pathologies, notamment des maladies respiratoires, le diabète, l'hypertension artérielle, les accidents vasculaires cérébraux ou encore les maladies cardiovasculaires. Elle indique que ces particules peuvent affecter l'ensemble de l'organisme, ce qui explique l'inquiétude des habitants vivant à proximité de ces installations. Elle ajoute que le bruit constitue également un facteur de risque, pouvant provoquer du stress, de l'hypertension, des troubles du sommeil ou encore des retards d'apprentissage.

Elle indique que c'est sur la base de ce constat, selon lequel les concentrations de particules fines sont particulièrement élevées jusqu'à 300 mètres, que les initiants avaient souhaité inscrire cette distance dans la loi,

disposition qui a toutefois été invalidée par le Conseil d'Etat, ce qu'a ensuite confirmé le Tribunal fédéral.

M^{me} Morganella indique que les initiantes ont déjà été auditionnées à trois reprises par la commission. Elle explique que leur engagement remonte à 2019 et qu'il est lié notamment à l'opposition à certaines installations de décharges dans le canton, en particulier à un projet prévu à Collex-Bossy. Elle indique que les démarches entreprises jusqu'à présent n'ont pas permis d'aboutir au résultat souhaité. Elle ajoute que la validation de cette décharge doit encore être examinée par le Grand Conseil dans le cadre du plan directeur cantonal. Elle précise que de nombreuses actions ont été menées, notamment des interventions dans la presse et auprès du Grand Conseil, sans qu'un accord satisfaisant ait pu être trouvé avec le Conseil d'Etat.

Questions des commissaires

Un député LC revient sur le texte de l'initiative et sur la notion de distance mentionnée à l'article 3c. Il relève que d'autres mesures existent déjà pour lutter contre les poussières et les particules fines. Il indique observer fréquemment la présence de brumisateurs destinés à faire retomber la poussière avant qu'elle n'atteigne les habitations. Il estime dès lors que le texte qui reste est faible, dans la mesure où la distance était la seule mesure explicitement mentionnée. Il demande si les initiantes sont convaincues que la fixation d'une distance constitue l'unique solution pour résoudre les problèmes liés aux particules fines.

M^{me} Birk répond par la négative et indique que les autres mesures existent déjà dans différentes législations. Elle explique que, lorsqu'une étude d'impact est réalisée, l'exploitant est souvent chargé de mettre en œuvre les mesures nécessaires et de financer les études correspondantes. Selon elle, les exploitants peuvent ainsi orienter ces études et les riverains disposent de peu de moyens pour faire entendre leur position. Elle indique que la proposition d'une distance minimale de 300 mètres visait à compléter les instruments déjà existants, les riverains se trouvant souvent en position de faiblesse dans ce type de situation.

M^{me} Morganella ajoute que le droit fédéral fixe des normes minimales et que les cantons doivent ensuite les adapter aux réalités locales. Elle précise que l'article proposé ne se limite pas à la question de la distance, mais mentionne également la protection de la santé et les risques qui y sont liés.

Un député PLR revient sur les exemples mentionnés, notamment ceux de Collex-Bossy et de la gravière. Il demande si d'autres situations similaires sont également visées par l'initiative.

M^{me} Morganelle répond par l'affirmative et indique que certains initiants proviennent d'autres communes et se sont associés à cette démarche. Elle précise que certains d'entre eux sont également médecins.

Le député PLR demande ensuite si des sites similaires à celui de Collex-Bossy existent déjà et pourraient justifier l'introduction de distances de protection.

M^{me} Morganelle explique que, dans le cas de Collex-Bossy, la décharge était initialement prévue à environ 10 mètres des habitations et que le volume envisagé correspond à celui d'une pyramide. Elle précise que l'article proposé ne fixe pas une limite précise, mais demande à l'Etat de déterminer une distance appropriée. Elle rappelle que, selon l'arrêt du Tribunal fédéral, il appartient au canton d'apprécier cette distance en tenant compte notamment de la durée d'exploitation et de la population concernée.

Le député PLR relève que l'initiative semble viser des mesures concernant un site précis qui touche directement les initiantes. Il demande si elles disposent d'exemples d'autres sites comparables qui pourraient être concernés par cette initiative.

Un député LC indique qu'il existe un cadastre des sites susceptibles d'accueillir des remblais en zone agricole, établi par le GESDEC. Selon lui, l'initiative concernerait l'ensemble de ces sites. Il explique que l'une des solutions envisagées consiste à effectuer des remblais en zone agricole, notamment dans le périmètre de Collex-Bossy, qui correspond à une ancienne décharge utilisée lors de la construction de l'autoroute. Selon lui, cette solution peut être considérée comme « gagnant-gagnant », car elle permet au canton de trouver des lieux pour déposer les matériaux excavés tout en permettant aux exploitants agricoles de remettre à niveau leurs terrains. Il reconnaît toutefois que cette solution n'est pas nécessairement favorable aux riverains.

Un député Ve mentionne le rapport du Conseil d'Etat, qui préconise deux axes pour un contreprojet ; il souhaite entendre les initiantes à ce sujet. Il évoque tout d'abord la première mesure, qui prévoit la mise sur pied d'égalité des gravières et des décharges en instaurant une distance de 100 mètres entre les habitations et ces installations. Il mentionne ensuite la seconde mesure, consistant à instaurer, pour les nouvelles exploitations, un monitoring obligatoire à la charge des exploitants. Le député Ve précise que la notion de monitoring ne signifie pas nécessairement l'installation de brumisateurs. Il souligne que ce système créerait une situation où le pollueur assure lui-même la surveillance et en assume les coûts, ce qui lui paraît peu robuste. Il demande dès lors aux initiantes ce qu'elles pensent de ces propositions du Conseil d'Etat.

M^{me} Birk répond que ces mesures constituent une amélioration par rapport à l'absence de dispositif. Elle reconnaît qu'il est préférable que le pollueur prenne en charge les coûts. Elle estime toutefois que cela reste problématique, dans la mesure où l'exploitant serait également celui qui déciderait des mesures à mettre en œuvre. Elle revient ensuite sur le cas des gravières et indique que des riverains se sont déjà plaints du bruit sans obtenir gain de cause. Elle ajoute que, lorsqu'elle passe à proximité de certaines installations, elle ne constate pas l'effet des brumisateurs, car la poussière reste très présente.

Le député Ve revient ensuite sur la question de la distance de 100 mètres.

M^{me} Morganella indique qu'une telle distance est déjà mentionnée dans une ordonnance, mais qu'elle peut être écartée à la simple demande de l'exploitant.

Un député Ve demande si l'inscription d'une distance de 100 mètres dans un contreprojet aurait un effet plus contraignant que dans une simple ordonnance.

M^{me} Morganella répond que cette distance existe effectivement dans une ordonnance, mais que, dans leur cas, la décharge avait été autorisée à une distance d'environ 10 mètres des habitations à la suite d'une demande de l'exploitant.

Un député S indique que, s'il habitait lui-même à proximité d'une telle installation, il agirait probablement de la même manière que les initiantes. Il dit comprendre leur difficulté à accepter l'implantation de ces installations près des habitations. Il rappelle toutefois que ce type d'installation fait généralement l'objet d'une étude d'impact, qui passe en revue différentes conditions, notamment la topographie du site ou l'existence de barrières naturelles susceptibles d'atténuer l'impact des poussières fines. Il estime que ces éléments ne peuvent pas être appliqués de manière automatique et demande aux initiantes si elles ont reçu des informations à ce sujet.

M^{me} Morganella répond que, depuis 2019, elles ont demandé la réalisation d'une étude d'impact portant sur la santé, mais que celle-ci n'a pas été obtenue. Elle indique que M. Hodggers aurait promis une telle étude, sans qu'elle leur soit finalement transmise. Elle mentionne qu'une étude aurait été réalisée pendant la période du COVID, mais qu'elle n'aurait porté que sur une seule journée. Selon les initiantes, une telle démarche ne peut pas être considérée comme une étude valable, d'autant que les résultats n'ont jamais été communiqués. Elle ajoute qu'une enquête publique avait déjà eu lieu concernant la décharge de Collex-Bossy, mais qu'aucune mention des impacts sur la santé n'y figurait. Elle précise que la question de la santé a toujours été au cœur des préoccupations des initiantes.

Le député S revient ensuite sur d'autres types d'installations qui ne seraient pas nécessairement couvertes par l'initiative et souligne que l'impact peut varier selon la nature des installations concernées.

M^{me} Birk indique que les initiantes se sont concentrées sur la question de la santé. Elle rappelle qu'une étude d'impact sur la santé avait été demandée, mais que cette demande n'a pas été suivie. Elle estime qu'il existe probablement d'autres impacts environnementaux, notamment liés au dépôt de poussière sur les plantes ou à la dispersion de particules dans les cours d'eau.

Le député S observe que, s'agissant des particules fines, la distance n'est pas nécessairement l'unique solution. Il indique que l'objectif serait plutôt de prendre en considération des mesures préventives permettant d'anticiper les émissions avant d'en arriver à la question de la distance.

M^{me} Birk répond que le problème réside dans le fait que certaines mesures annoncées, telles que les brumisateurs, les bâches ou les barrières, ne sont pas toujours mises en œuvre. Elle indique notamment croiser régulièrement des camions transportant des matériaux sans bâche. Elle mentionne avoir failli être impliquée dans un accident en raison d'un camion circulant sans bâche. Selon elle, c'est précisément pour cette raison que la distance constitue une mesure plus fiable que d'autres dispositifs qui ne sont pas toujours respectés.

M^{me} Morganella ajoute que la distance constitue un outil simple permettant de prévenir de nombreuses nuisances. Elle estime qu'il n'est pas possible de contrôler en permanence le fonctionnement de ce type d'exploitation pendant dix ans et que l'exposition continue à ces nuisances n'est pas acceptable pour les riverains.

Une députée PLR rappelle que la commission devra décider si elle soutient ou non l'initiative et se prononcer également sur l'élaboration ou non d'un contreprojet, avant que ces deux votes n'aient lieu au Grand Conseil en plénière. Elle revient sur l'invalidation d'une partie substantielle de l'initiative par le Conseil d'Etat et par le Tribunal fédéral et demande aux initiantes quelle est leur position actuelle. Elle souhaite savoir si elles soutiennent l'initiative dans sa forme actuelle ou si elles préféreraient l'élaboration d'un contreprojet.

M^{me} Morganella répond que dans l'éventualité d'un contreprojet, il serait possible d'en discuter et d'engager une négociation.

La députée PLR demande alors quels éléments devraient figurer dans un contreprojet pour que les initiantes envisagent de retirer l'initiative.

M^{me} Morganella explique que l'idée initiale portait principalement sur la question de la distance. Elle indique que le texte restant met désormais l'accent sur les nuisances et les risques pour la santé. Elle précise qu'en cas de contreprojet, une discussion serait nécessaire.

M^{me} Birk ajoute que le contreprojet devrait prévoir des mesures visant à protéger la santé des riverains. Elle relève que l'étude d'impact réalisée ne comportait aucune analyse spécifique des effets sur la santé.

La députée PLR mentionne ensuite l'article 19 de la Constitution genevoise, selon lequel toute personne a le droit de vivre dans un environnement sain. Elle demande si le texte actuel de l'initiative apporte réellement une plus-value, estimant que sa portée juridique lui paraît relativement faible. Elle souhaite savoir quelles sont précisément les attentes des initiantes.

M^{me} Birk indique ne pas être juriste. Elle estime toutefois que les valeurs fixées dans la législation sont souvent déterminées de manière abstraite. Selon elle, il conviendrait de trouver un moyen d'imposer des mesures concrètes. Elle estime également que l'Etat n'a pas suffisamment agi dans ce domaine.

Un député Ve revient sur l'intervention de la députée PLR et souligne que la question de la distance n'a pas été totalement écartée par le Tribunal fédéral. Il rappelle que, dans son rapport, le Conseil d'Etat indique que le contreprojet pourrait s'articuler autour de deux axes, dont l'un prévoit l'instauration d'une distance minimale de 100 mètres, avec la possibilité d'une dérogation sous réserve de l'accord des riverains concernés. Il observe que cette proposition reviendrait à passer d'une distance initialement envisagée de 300 mètres à une distance de 100 mètres.

La députée PLR indique toutefois que l'arrêt du Tribunal fédéral est plus sévère que l'analyse du Conseil d'Etat. Elle estime que la densité normative qui reste dans l'initiative est faible et invite le député Ve à relire l'arrêt du Tribunal fédéral.

Le député Ve se dit étonné que le Conseil d'Etat, généralement très attentif aux aspects juridiques, n'ait pas intégré cet élément dans son analyse.

Le président relève qu'une initiative est destinée à être soumise au vote de la population. Il souligne dès lors l'importance du travail de la commission, qui doit tenir compte des remarques formulées par les initiantes tout en examinant les différentes options. Il demande si les initiantes souhaitent maintenir l'initiative telle quelle ou si elles préféreraient que la commission élabore un contreprojet.

M^{me} Morganella répond que le sens initial de l'initiative a été largement modifié et que, si un contreprojet mieux adapté et plus complet devait être proposé, les initiantes seraient disposées à l'examiner.

Discussion interne

Le président indique que la commission propose d'organiser l'audition des exploitants de gravières au sujet de cette initiative, ainsi qu'une visite sur place. Il souhaite que ces derniers puissent présenter leurs activités, notamment en matière de recyclage des matériaux et les travaux réalisés avec les mâchefers. Il indique que cette audition pourrait avoir lieu lors de la séance du 26 mars.

Un député LC soutient la proposition du président. Il relève que les personnes auditionnées sont opposées au projet de remblais. Il indique ne pas nier la question de la santé, mais rappelle qu'à l'époque la société AGRIMANDATS avait été sollicitée pour expliquer que les riverains avaient construit leurs villas il y a environ quinze ans et que l'excavation de ces constructions avait nécessité l'exportation des gravats vers d'autres sites du canton. Il souligne que Genève rencontre un problème important concernant l'évacuation de ces matériaux et estime que l'instauration d'une distance de 300 mètres poserait la question de savoir où les remblais pourraient encore être réalisés. Il revient également sur le cas de Collex-Bossy et indique qu'une erreur importante aurait été commise par le GESDEC. Selon lui, un projet avait été présenté avec un certain volume, avant que le GESDEC ne propose un volume supérieur d'environ 40%, ce qui aurait suscité les oppositions.

Une députée PLR souhaiterait entendre le département du territoire sur l'initiative telle qu'elle est formulée et sur ses implications juridiques. Elle souligne que, si l'initiative était adoptée par le Grand Conseil, elle n'aurait pas à être soumise à une votation populaire et entrerait directement dans la loi.

M. Royer indique que la densité normative de cet article est faible et qu'il n'apporte pas réellement de plus-value par rapport à ce qui est déjà pratiqué. Il explique que la protection de la santé de la population est déjà couverte par le droit de l'environnement. Il cite notamment l'article 1, alinéa 1, de la loi sur la protection de l'environnement, selon lequel cette loi a pour but de protéger les personnes contre les atteintes nuisibles ou incommodes. Il précise que les aspects sanitaires sont déjà pris en compte dans ce cadre légal, notamment en ce qui concerne la pollution de l'air et la protection contre le bruit. Il rappelle également que des études d'impact sur l'environnement sont obligatoires pour ce type d'installations et que ces études abordent précisément ces questions. Il souligne que les exploitants ne peuvent pas agir librement, les dossiers étant examinés et validés par l'administration, et que les activités autorisées sont encadrées. Il estime qu'il est toujours possible d'améliorer les dispositifs existants, mais considère que le texte proposé n'apporte pas d'élément supplémentaire significatif.

Un député Ve indique qu'il souhaiterait également auditionner le département du territoire. Il relève que, selon les explications fournies, le cadre législatif existant serait déjà suffisant et l'initiative n'apporterait rien de plus. Il souhaite donc qu'une audition spécifique soit organisée sur ce point.

II. Visite de la gravière de Montfleury suivie de l'audition de M. Massimo Gorgoni, directeur de Bardograves et président du Groupement des Entreprises Genevoises du Gravier et du Béton (GEGB), et de M. François Paulme, responsable commercial des Gravières d'Epeisses (GESA)

Visite de la gravière

MM. Paulme et Pierre Tullen, directeur de Matériaux Alluvionnaires SA (MASA), ont organisé une visite guidée de la gravière, au cours de laquelle ils présentent aux commissaires le fonctionnement des différentes installations et machines présentes sur le site. Ils expliquent également les activités liées à l'exploitation de la gravière.

M. Paulme présente les machines utilisées pour le criblage, permettant de séparer les différentes fractions de matériaux, ainsi que pour le concassage des cailloux, afin d'optimiser la récupération de matériaux destinés notamment à la production de béton. Il indique que le site enregistre entre 300 et 400 passages de camions par jour, aller-retour compris.

Il précise que les cailloux extraits sont intégrés dans la composition du béton. Il présente également une installation destinée au lavage des matériaux issus des chantiers, en distinguant les tout-venant, plus facilement valorisables, des matériaux terreux, dont la valorisation est plus complexe, mais néanmoins réalisée sur le site.

En réponse à une question d'un commissaire relative à la gestion des terres, M. Paulme indique que les matériaux d'excavation sont traités dans les installations, produisant notamment de la boue. Celle-ci est ensuite pressée afin d'en extraire l'eau, ce qui permet d'obtenir des galettes de boue sèche, destinées à être enfouies. Il précise que ces galettes sont utilisées en combinaison avec d'autres matériaux, tels que les graviers, dans le cadre du remblayage.

M. Tullen explique que l'exploitation d'une gravière consiste à extraire du gravier, ce qui crée une excavation dans le sol. Il indique que cette excavation doit ensuite être comblée afin de restituer la surface à son usage initial. Il indique que ce processus existe également en zone agricole.

M. Paulme présente un amas de terre végétale recomposée. Il indique que cette terre est produite en collaboration avec un bureau spécialisé, à partir de compost, de sable et d'horizons géologiques, afin de recréer un sol apte à l'agriculture.

M. Tullen précise que la terre végétale correspond à la couche supérieure du sol, d'une épaisseur d'environ 1,20 mètre. Il souligne qu'à Genève, les matériaux issus d'excavations, tels que ceux provenant de la construction de tunnels ou de caves, ne correspondent pas à de la terre agricole, mais à des formations morainiques, géologiques. Il indique qu'il existe un manque de terre végétale dans le canton.

Il revient sur les galettes de boue observées sur le site et explique qu'elles sont issues d'un processus de pressage permettant d'extraire l'eau des boues. Il précise que la législation genevoise interdit le dépôt de boues liquides en décharge, ce procédé permettant ainsi de réduire leur volume et de se conformer aux exigences légales.

M. Paulme présente un ancien gisement et indique qu'il y a vingt ans, l'exploitation reposait principalement sur ce type de ressource. Il précise qu'aujourd'hui, ces matériaux ne représentent plus qu'environ 30% des apports, le reste étant constitué de déblais de chantier. Il ajoute que les évolutions technologiques permettent désormais de réintervenir sur des zones remblayées il y a 15 à 20 ans.

M. Royer souligne que le site est à la fois une gravière et une installation de traitement de matériaux, bénéficiant à ce titre de deux types d'autorisations distinctes.

Un commissaire demande si les exploitants réutilisent de manière significative des remblais réalisés il y a plusieurs années.

M. Paulme indique que le site comprend, d'une part, un gisement de « tout-venants », constitué de graviers de bonne qualité, permettant une production relativement aisée de granulats destinés au béton. Il précise que, d'autre part, les évolutions technologiques et les installations actuelles permettent de reprendre des déblais enfouis il y a une quinzaine d'années, initialement non valorisés faute de capacité de traitement, afin d'en extraire aujourd'hui du sable et du gravier. Il explique que l'objectif est de récupérer l'ensemble des fractions valorisables, les matériaux utilisables étant réintroduits dans la production de béton, tandis que le résidu final se présente sous forme de boue. Il précise que seule cette boue est destinée à l'enfouissement et que, dans l'état actuel des techniques, il n'est pas possible d'optimiser davantage ce processus. Il indique que ce procédé permet de limiter l'enfouissement à environ 30% du volume initial traité.

Un commissaire demande si les matériaux traités sont essentiellement d'origine minérale.

M. Tullen confirme qu'il s'agit exclusivement de matériaux minéraux. Il évoque le contexte quaternaire du territoire genevois, caractérisé par des phénomènes glaciaires et des accumulations successives de matériaux. Il explique qu'en fonction des conditions climatiques ayant prévalu au cours des deux derniers millions d'années, les sols peuvent présenter des compositions variées, comprenant des zones plus graveleuses, plus fines ou mixtes. Il précise que, lors de l'ouverture d'une gravière, les exploitants recherchent en priorité des gisements naturellement riches en gravier. Il indique que, lors du remblayage des excavations, les matériaux utilisés sont de nature similaire, notamment des moraines, bien que leur granulométrie puisse varier.

Il souligne que la reprise de ces matériaux ne pose aucun problème dès lors qu'ils sont minéraux et non pollués. Il ajoute qu'il n'est pas autorisé d'y déposer des déchets faiblement pollués, contrairement à certaines autres gravières du canton.

M. Paulme présente un tas de matériaux issus de démolition non triée. Il indique que la GESA est en mesure de traiter ces matériaux afin de les réintégrer dans la production de bétons recyclés. Il distingue deux types de béton : d'une part, le béton recyclé, qui consiste en un recyclage complet du béton dans de nouveaux bétons, et d'autre part, les matériaux mixtes, qui peuvent être utilisés dans des bétons non structurels, notamment pour des aménagements tels que des bordures, mais non pour des constructions porteuses.

M. Tullen précise que ces matériaux bruts issus de chantiers contiennent divers éléments, tels que du plastique ou du métal, qui sont triés et séparés. Il indique qu'à l'issue du processus, la fraction minérale obtenue est composée exclusivement de matériaux minéraux, les autres éléments étant orientés vers des filières de traitement appropriées.

M. Paulme présente un cribleur, destiné à séparer les différentes fractions de matériaux. Il explique que certains déblais terreux sont plus difficiles à traiter en raison de leur composition, nécessitant un criblage préalable afin d'extraire les cailloux et de les intégrer ensuite dans les installations de traitement.

M. Tullen précise que la difficulté de traitement est liée à une proportion plus importante de fractions fines.

Un commissaire s'interroge sur le devenir des matériaux stockés, en particulier sur les possibilités de valorisation de la terre fine.

M. Paulme indique que la terre fine observée sur le site est exportée en France, où elle est utilisée notamment pour les encaissements de chaussées sous forme de matériau stabilisé. Il précise que, sur cette partie de la gravière, l'ensemble des matériaux est valorisé et qu'aucun n'est destiné à l'enfouissement. Il relève que ce type de matériau est encore peu utilisé en Suisse, contrairement à la France où son usage est largement développé.

M. Tullen précise que cette utilisation est autorisée en Suisse sous certaines conditions, notamment par stabilisation à la chaux, à raison d'environ 1 à 2%, afin d'améliorer la résistance du matériau. Il ajoute que cette pratique est largement répandue en France, notamment dans la construction d'infrastructures routières.

M. Paulme indique enfin que la zone située à gauche du site est dédiée au stockage du béton.

Un commissaire demande comment l'exportation de ces matériaux vers la France est économiquement viable, dès lors que cela pourrait sembler plus coûteux que des matériaux similaires produits localement.

M. Paulme explique que ces matériaux proviennent de déblais, considérés comme des déchets, dont la réception est rémunérée. Il indique que les matériaux entrants permettent d'extraire des fractions valorisables, notamment les cailloux destinés à la production de graviers à béton, qui sont ensuite commercialisés. Il précise que la matière fine est exportée en France à un prix d'environ un euro par tonne. Il souligne que le modèle économique de la gravière repose sur une rémunération à la fois pour les matériaux entrants et pour les produits sortants. Il ajoute que les matériaux entrants contribuent à subventionner les produits finis. Ainsi, le coût du béton recyclé est réduit, dans la mesure où l'entreprise est rémunérée pour réceptionner les matériaux qui le composent.

Une commissaire demande pourquoi la France ne dispose pas également de matériaux entrants en quantité suffisante.

M. Paulme répond que des matériaux existent, mais en quantité insuffisante. Il précise que l'exportation de matériaux stabilisés vers la France permet à certains acteurs de s'approvisionner sans devoir investir dans des installations de traitement, certains préférant acquérir ces matériaux à bas prix.

A la question d'un commissaire concernant le devenir des déchets en France, MM. Paulme et Tullen indiquent que ceux-ci sont majoritairement enfouis. M. Paulme relève qu'une concurrence importante existe avec les installations françaises, qui disposent de nombreuses décharges et de capacités importantes, entraînant des coûts faibles. Il précise que les matériaux entrants

de la gravière genevoise sont en concurrence directe avec ces solutions d'enfouissement.

Une commissaire demande si le canton est autorisé à exporter des déchets en France en vue de leur enfouissement.

M. Royer indique que cela est possible pour les matériaux d'excavation non pollués.

M. Paulme ajoute que cette pratique existe, mais qu'elle n'est pas adoptée par tous les cantons, citant notamment le canton de Vaud.

M. Royer précise que cela s'explique par le fait que le canton de Vaud dispose de capacités de stockage suffisantes sur son territoire.

Un commissaire s'interroge sur la zone d'approvisionnement en gravier.

M. Paulme indique que pour la GESA, la zone d'activité s'étend de Genève jusqu'à Nyon. Il présente ensuite un atelier équipé d'une machine destinée au concassage des cailloux issus des matériaux entrants. Il précise que ces matériaux sont transformés en une matière cohésive, également appelée « 045 », utilisée notamment pour les encaissements de routes.

Un commissaire évoque la situation en France voisine, où des terres issues de terrassements sont stockées, et demande si celles-ci pourraient être valorisées.

M. Paulme indique que cela serait possible, mais que les capacités de stockage en France sont telles que ces matériaux sont généralement enfouis, faute d'incitation économique à investir dans des installations de traitement.

Une commissaire demande combien de personnes sont employées sur le site.

M. Paulme indique que le site emploie environ 50 personnes à plein temps, comprenant notamment des soudeurs, mécaniciens et opérateurs chargés du tri des déchets. Il précise que l'activité de réception des matériaux impose un tri important. Il mentionne également la mise en place d'un partenariat avec l'Hospice général, à l'instar de collaborations existantes avec d'autres entreprises.

Il présente une installation permettant le traitement des boues de forage. Il explique que lors de forages profonds, l'eau mélangée aux matériaux est récupérée, puis traitée afin d'en extraire les sables et les cailloux. Les résidus sont ensuite pressés pour former des galettes.

Un commissaire demande la surface totale du site.

M. Tullen indique, sans certitude, qu'elle est d'environ 80 000 m².

M. Paulme présente la centrale à béton du site, utilisée pour la production de béton prêt à l'emploi, en précisant que les matériaux recyclés y sont directement intégrés. Il explique que l'eau issue des filtres-presses est réutilisée. Après séparation des boues, l'eau est récupérée et réinjectée dans le processus. Il souligne qu'aucune perte d'eau n'est observée sur une journée, à l'exception d'une faible humidité résiduelle dans les sables.

M. Tullen précise que l'eau circule en circuit fermé, complété par des apports issus de la nappe phréatique, sans recours au réseau d'eau potable.

M. Paulme insiste sur le fait que l'eau est entièrement valorisée dans le processus. Il présente ensuite un dispositif de nettoyage des roues des camions « décrotteur », installé en sous-sol sur une surface équivalente à celle d'un terrain de football et sur une hauteur d'environ six mètres. Il explique que ce bassin contient une grande quantité d'eau, dans laquelle des flocculants sont ajoutés afin d'agglomérer les particules fines. La boue ainsi formée est périodiquement récupérée et traitée. Il indique enfin que des travaux sont en cours visant à développer des outils d'intelligence artificielle permettant d'identifier automatiquement le contenu des camions.

Audition de MM. Paulme et Gorgoni

M. Paulme indique que, sur une base annuelle, environ 300 000 m³ de déblais de terrassement sont produits. Il précise qu'une grande partie de ces matériaux est évacuée hors site, mais qu'ils sont préalablement traités dans les installations afin d'en extraire les fractions valorisables, notamment les sables. Il mentionne une production annuelle de 600 000 tonnes de gravier et de graves, ainsi que 55 000 m³ de béton prêt à l'emploi, dont environ 50% de béton recyclé. Il précise que la GESA est un acteur majoritaire à Genève dans ce domaine, en raison de sa double activité de réception des matériaux et de production de béton.

Il décrit les activités principales du site, à savoir la réception et le traitement des déblais terreux, dont les fractions valorisables sont extraites. Il précise que le même principe s'applique aux bétons de démolition, appelés bétons recyclés RCC. Il ajoute que les matériaux mixtes, comprenant notamment des éléments de brique, sont utilisés pour produire du béton recyclé de type RCM.

M. Paulme évoque ensuite le contexte local, indiquant qu'à Genève, environ 3000 logements neufs sont construits chaque année, auxquels s'ajoutent environ 70 chantiers d'infrastructures d'importance. Il souligne que ces activités génèrent des volumes considérables de matériaux d'excavation et de gravier. Il précise qu'actuellement, environ 60 à 65% des matériaux sont exportés. Il relève une pression économique importante, indiquant que le

recyclage est en partie financé par les matériaux entrants, dans un contexte de concurrence accrue.

Abordant le cadre juridique, il mentionne la législation fédérale sur la protection de l'environnement, qui fixe les principes de valorisation des matériaux d'excavation. Il cite également l'ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets, notamment son article 19 relatif à la valorisation des matériaux. Il relève que les pratiques observées sur le terrain correspondent largement aux exigences prévues par la législation.

Il évoque enfin les perspectives d'évolution, soulignant l'importance de valoriser les matériaux d'excavation afin de limiter la mise en décharge et de réduire l'extraction de ressources naturelles. Il explique que le traitement des matériaux permet de substituer une partie des ressources issues des gisements naturels. Il mentionne également les flux transfrontaliers, indiquant que les exportations de matériaux impliquent des retours de camions chargés de gravier parcourant entre 60 et 80 km, ce qu'il considère comme peu optimal. Il introduit la notion d'« urban mining », consistant à valoriser les ressources présentes dans l'environnement bâti, et estime que ce modèle est applicable à Genève.

M. Paulme mentionne également les solutions logistiques alternatives, notamment le transport ferroviaire. Il cite l'exemple d'un chantier pour lequel les matériaux d'excavation ont été évacués par train, permettant d'éviter un nombre important de trajets routiers. Il souligne la volonté de limiter les nuisances liées aux transports, en particulier transfrontaliers. Il indique que le site génère entre 300 et 400 passages de camions par jour, avec une activité intense sur de courtes distances, tandis que les flux transfrontaliers représentent un nombre de trajets plus limité.

Il mentionne enfin des collaborations avec les CFF, notamment pour le traitement et la réutilisation de ballast ferroviaire, dans une optique de réduction de l'extraction de nouvelles ressources.

M. Gorgoni indique qu'il s'exprime en tant que directeur de Bardograves et président du GEGB, tout en précisant qu'il ne prendra pas position sur l'initiative à ce stade, faute de consultation préalable de son comité. Il se déclare toutefois disposé à répondre aux questions d'ordre technique.

Une députée S revient sur la question de la réduction de l'extraction de matières premières et de l'augmentation du recyclage. Elle demande si le béton recyclé est commercialisé au même prix que le béton conventionnel et s'il existe un risque économique.

M. Paulme répond que le béton recyclé est généralement vendu à un prix inférieur, celui-ci étant partiellement compensé par les revenus issus des

matériaux entrants. Il illustre son propos par un exemple, en indiquant qu'une partie du coût des matériaux entrants permet de réduire le prix du béton produit, assurant ainsi l'équilibre économique du modèle.

La députée S demande si ce béton présente des qualités équivalentes et les mêmes débouchés.

M. Paulme précise qu'il existe plusieurs types de béton recyclé, notamment le RCC, issu de béton concassé, et le RCM, composé de matériaux mixtes. Il indique que ces produits répondent à des usages différents. Il cite un exemple concret, mentionnant la fourniture de 7000 m³ de béton recyclé RCC pour un chantier à l'aéroport, ainsi que l'utilisation de béton mixte sur des chantiers de génie civil, représentant environ 30 000 m³ sur l'année précédente.

M. Gorgoni indique que les matériaux recyclés présentent des performances inférieures à celles des matériaux naturels, tout en restant largement suffisants pour une grande partie des applications. Il estime que les matériaux naturels, plus nobles, doivent être réservés aux ouvrages nécessitant des performances élevées, notamment les structures et les ouvrages d'art. Il souligne que, même dans l'hypothèse où 100% des matériaux de démolition seraient recyclés, cela ne permettrait pas de couvrir l'ensemble des besoins du secteur de la construction. Selon lui, ces matériaux représentent entre 20 et 25% des besoins totaux.

M. Paulme indique adopter une position plus volontariste, en considérant qu'il convient d'atteindre un niveau maximal de recyclage avant d'évaluer les besoins résiduels.

M. Gorgoni relève toutefois que, compte tenu de la croissance continue du parc de logements, les besoins en matériaux augmentent, ce qui rend impossible une couverture intégrale par le recyclage. Il ajoute qu'il serait possible d'améliorer le traitement des matériaux d'excavation, afin de réduire l'extraction de ressources naturelles, qui ne sont pas renouvelables à court terme. Il précise que les matériaux d'excavation non pollués sont utilisés pour le remblayage des gravières, tout en contenant des fractions valorisables, notamment des cailloux, pouvant être récupérées jusqu'à un certain seuil.

Il mentionne également qu'en 2020, environ 4,3 millions de tonnes de matériaux, comprenant des déblais d'excavation et de démolition, ont été produites. Il indique que 63% de ces volumes, soit environ 2,5 millions de tonnes, ont été exportés. Il estime regrettable que ces matériaux ne puissent pas être davantage valorisés localement. Il précise que ces exportations représentent, selon des estimations, environ 13 millions de kilomètres parcourus annuellement par des poids lourds. Il souligne toutefois qu'il n'est actuellement pas possible de traiter l'ensemble de ces volumes sur le territoire

cantonal, faute de sites disponibles, en raison notamment de la difficulté d'en créer de nouveaux. Il évoque enfin une tendance à la concentration du secteur au niveau national, avec des rapprochements entre exploitants de gravières et acteurs du recyclage.

Un député Ve s'interroge sur le bilan carbone de ce type d'exploitation, relevant l'utilisation de machines puissantes, en particulier pour les équipements mobiles fonctionnant au thermique. Il demande s'il est envisagé de recourir à des motorisations sans émissions de CO₂.

M. Paulme indique que, bien que certaines améliorations existent en matière d'efficacité énergétique, les équipements disponibles reposent encore majoritairement sur des motorisations thermiques, complétées par des installations électriques.

Un député Ve demande si ces activités bénéficient de carburants détaxés.

M. Paulme répond par la négative.

M. Gorgoni mentionne des recherches en cours concernant des motorisations à hydrogène, tout en précisant que ces technologies ne sont pas encore opérationnelles. Il indique que, sur son site, les machines mobiles fonctionnent au diesel, tandis que les installations fixes sont alimentées à l'électricité, complétée par une production photovoltaïque couvrant environ 25% des besoins. Il souligne que, dans l'empreinte carbone du béton, la contribution du gravier est marginale, le principal impact provenant du ciment et de l'acier d'armature. Il évoque à ce sujet des différences de pratiques entre pays, notamment en matière de ferrailage.

Le député Ve revient sur la question des capacités de traitement et demande si la gravière pourrait traiter davantage de matériaux entrants.

M. Paulme répond par l'affirmative, tout en soulignant que les conditions de marché, notamment la concurrence étrangère, limitent cette possibilité. Il indique que les prix pratiqués en France, incluant le transport, sont inférieurs à ceux observés à Genève.

Le député Ve relève que l'ouverture d'un nouveau site dans le canton, telle qu'évoquée, ne permettrait pas nécessairement d'améliorer la compétitivité. Il estime que la problématique ne réside pas dans un manque de sites, mais dans un désavantage concurrentiel.

M. Gorgoni indique que la situation résulte de plusieurs facteurs cumulés, notamment la difficulté d'ouvrir de nouveaux sites, le contexte réglementaire et la concurrence étrangère, ce qui limite les investissements. Il évoque un cercle vicieux. Il précise que les transporteurs exportent des matériaux puis reviennent avec du gravier, créant une concurrence directe. Il souligne

l'existence d'une distorsion de concurrence importante, notamment en raison des différences de coûts salariaux et d'exploitation entre la France et Genève. Il indique qu'un camion suisse engendre des coûts nettement supérieurs à ceux d'un camion opérant en France, ce qui impacte directement les prix de livraison sur les chantiers genevois. Il relève qu'au-delà d'un certain seuil de prix, les livraisons ne sont plus compétitives, contrairement à d'autres régions comme le Valais.

Un député S s'interroge sur le rayon d'action de l'exploitation ainsi que sur la capacité future de traitement, compte tenu de l'incertitude liée aux volumes à venir. Il demande comment les exploitants se positionnent en matière de planification.

M. Paulme indique que le rayon d'action s'étend jusqu'à Nyon. S'agissant de la planification, il précise que l'activité repose sur une logique entrepreneuriale, fondée sur la confiance dans le marché, sans projection détaillée à long terme des volumes de chantiers.

Le député S évoque une forme de complémentarité entre les flux de matériaux, suggérant une interaction entre exportation et approvisionnement.

M. Paulme précise qu'il n'y a pas d'exportation de terre à proprement parler. Il indique que les matériaux sont traités sur place, lavés, puis valorisés sous forme de graviers utilisés pour approvisionner les chantiers genevois.

M. Gorgoni souligne que les acteurs du secteur sont favorables aux circuits courts, en recyclant les matériaux issus de démolition pour les réutiliser localement. Il indique toutefois qu'ils dépendent fortement des décisions politiques, notamment en matière d'aménagement du territoire. Il précise que la création de nouvelles installations représente des investissements importants et se heurte à un manque de disponibilité foncière, sauf à envisager des déclassements, ce qui demeure complexe. Il relève que la manière de traiter les déchets relève en définitive d'un choix politique.

Un député LC revient sur la question de l'acceptation des matériaux recyclés dans le secteur de la construction. Il rappelle qu'il existait auparavant des réticences et demande si celles-ci ont été levées et si le marché est aujourd'hui dynamique.

M. Paulme indique que le développement du marché repose principalement sur le facteur prix. Il précise que la production de béton recyclé de type RCM était inexistante il y a quelques années, alors qu'elle atteint aujourd'hui des volumes importants, en raison d'un positionnement tarifaire plus attractif.

M. Gorgoni confirme qu'il existait auparavant une préférence marquée pour le béton « noble ».

Le député LC demande quels sont les principaux clients de ces matériaux, en distinguant les acteurs privés et publics.

M. Paulme explique que les bétons sont classés selon différentes catégories, certaines ne permettant pas l'utilisation de matériaux recyclés en raison d'exigences techniques. Il précise que le choix du type de béton relève d'abord des ingénieurs, en fonction des contraintes du projet. Il ajoute que, lorsque cela est possible, les entreprises privilégient les bétons recyclés, notamment pour des raisons économiques. Il indique également que, dans le cadre des procédures d'autorisation de construire, des démarches sont entreprises afin de favoriser l'utilisation de matériaux recyclés.

M. Gorgoni relève que les principales réticences proviennent des ingénieurs civils, en raison de leurs habitudes. Il mentionne également l'existence d'exigences visant à réutiliser des volumes équivalents à ceux issus de la démolition.

Un député S indique avoir observé une installation aérienne reliant le site et demande des précisions à ce sujet.

M. Paulme explique qu'il s'agit d'une bande transporteuse permettant d'acheminer directement des déblais de chantier jusqu'à la gravière. Il précise que ce dispositif a notamment été utilisé pour certains chantiers et qu'il permet de limiter le recours au transport routier.

Le député S demande si ce type d'installation peut être mis en place facilement.

M. Paulme répond par l'affirmative et précise qu'il s'agit du mode de transport le plus économique. Il évoque notamment le projet d'agrandissement de la gare de Cornavin, dans le cadre duquel des bandes transporteuses pourraient être installées le long des voies afin d'acheminer directement les déblais du centre-ville vers la gravière.

Un député PLR demande si, selon les auditionnés, un canton en particulier se distingue par de bonnes pratiques en la matière, afin que la commission puisse s'y référer dans la perspective de la prochaine audition de M. Gorgoni.

M. Gorgoni indique ne pas être en mesure de désigner un canton « exemplaire », tout en relevant que le canton de Zurich figure parmi les plus avancés en Suisse.

Un autre député PLR évoque le projet de remise à ciel ouvert de la Drize et demande si, dans le cadre d'un tel chantier, l'Etat mandate directement les exploitants de gravières.

M. Gorgoni répond que, dans ce type de projet, l'Etat mandate généralement des entreprises de génie civil, et non directement des graviéristes.

Le député PLR relève qu'un volume important de matériaux aurait été exporté vers la France dans le cadre de ce projet. Il mentionne également le chantier de la tour Pictet, indiquant avoir entendu que les matériaux avaient été évacués par train vers le lac de Neuchâtel, à un coût élevé.

M. Paulme confirme ce point, tout en nuancant en indiquant que le coût était légèrement supérieur, sans être excessif.

Le député PLR revient sur le projet de la Drize et demande si, dans un tel contexte, l'Etat de Genève fait appel aux exploitants de gravières.

M. Paulme précise qu'ils interviennent en tant que prestataires pour les entreprises de génie civil et ne sont pas directement consultés dans ce type de projets. Il indique avoir cité l'exemple de Pictet afin d'illustrer la volonté d'un maître d'ouvrage de gérer ses déchets de manière vertueuse.

Le député PLR en déduit que cette démarche relève d'une initiative privée et s'interroge sur la position de l'Etat à cet égard.

M. Gorgoni prend l'exemple du chantier de la gare des Eaux-Vives et indique qu'environ 110 000 m³ de matériaux d'excavation ont été exportés en France. Il explique que, dans le cadre des marchés publics, les règles imposent l'acceptation d'offres concurrentielles, y compris étrangères. Il précise que les travaux sont réalisés par des entreprises de génie civil, les graviéristes intervenant en tant que sous-traitants. Il souligne qu'au fil de la chaîne d'intervention, la capacité de décision se dilue et que l'Etat ne peut imposer le recours à des prestataires spécifiques.

M. Tullen confirme que l'Etat ne mandate pas directement des exploitants tels que la GESA. Il précise toutefois qu'un levier existe dans les marchés publics, à travers l'intégration de critères de valorisation dans les appels d'offres, même si la mise en œuvre concrète relève des entreprises de génie civil.

Le député PLR souhaite disposer, en vue de la prochaine audition, d'éléments chiffrés relatifs aux volumes de matériaux non valorisés en Suisse et exportés vers la France au cours des cinq à dix dernières années, en raison de différences de coûts.

Un député Ve évoque le projet du CERN, qui prévoit la construction d'un accélérateur de 91 kilomètres de long et d'environ 6 mètres de large, générant, selon lui, entre six et sept millions de tonnes de déblais sur une période de sept à dix ans, à partir de 2030. Il ajoute que ces volumes viendraient s'ajouter aux

trois à quatre millions de tonnes déjà produites annuellement à Genève par les chantiers. Il mentionne également d'autres projets d'envergure, tels que le métro Jura-Salève et les nouvelles infrastructures ferroviaires reliant l'OMC à Saint-Jean. Il indique que le CERN envisage de valoriser la molasse afin de la rendre fertile pour un usage agricole et demande aux auditionnés, en tant qu'experts en valorisation des déblais, leur avis à ce sujet.

M. Paulme répond qu'il existe des pistes en ce sens, tout en précisant qu'il ne sera pas possible de valoriser 100% des déblais. Il indique qu'il serait envisageable d'améliorer leur fertilité par l'ajout de champignons, de micro-organismes ou encore de bactéries, ainsi que par des apports de compost.

Le député Ve relève qu'il s'agit donc à ce stade d'une hypothèse, encore incertaine.

M. Gorgoni confirme que des essais sont en cours.

M. Paulme précise que, dans le cas de la GESA, une terre végétale recomposée est déjà produite, mais qu'elle repose sur des matériaux de meilleure qualité initiale. Il souligne que, dans le cas du CERN, les déblais concernés sont nettement plus pauvres.

M. Royer précise que ce type de terre n'est, en tout état de cause, pas destiné à un usage agricole.

M. Paulme confirme que son utilisation à des fins agricoles est interdite.

Un député PLR demande si une réduction des exportations de déchets impliquerait nécessairement la création de nouvelles gravières.

M. Gorgoni répond par l'affirmative.

Le député PLR évoque la possibilité que certaines surfaces viticoles soient amenées à disparaître et se demande s'il serait envisageable d'envisager des solutions en ce sens. Il demande également quelle est la taille nécessaire pour qu'une gravière soit fonctionnelle.

M. Paulme répond que des projets sont déjà en cours et qu'il n'est pas nécessaire d'envisager l'arrachage de vignes. Il précise qu'un plan directeur existe déjà et que des investissements importants ont été engagés.

Le député PLR demande si, dans l'hypothèse de la création d'une gravière supplémentaire, le canton pourrait significativement réduire ses exportations de matériaux.

M. Paulme répond par l'affirmative, en indiquant que l'objectif est de valoriser au maximum les fractions utiles (sable et gravier) et de limiter l'enfouissement à la seule fraction fine. Il souligne que cela dépend toutefois des capacités de stockage disponibles.

M. Royer rappelle que les exutoires sont constitués à la fois par les gravières et les décharges, ces deux types d'installations rencontrant des difficultés similaires, voire plus importantes encore pour les décharges.

Le député PLR demande si un projet d'extension pourrait aboutir à l'avenir.

M. Gorgoni répond que les procédures sont extrêmement complexes, longues et coûteuses, sans garantie de succès. Il indique que la GESA a déposé une demande d'extension il y a plusieurs années, laquelle est toujours en cours après treize ans de procédure, notamment en raison des oppositions de riverains et d'associations.

Le député PLR demande si, malgré ces difficultés, un tel investissement resterait rentable.

M. Gorgoni répond que la rentabilité est assurée dès lors que l'activité peut être exercée, mais souligne à nouveau les obstacles importants à l'ouverture ou à l'extension de telles installations.

Le président demande à M. Gorgoni de revenir avec les données chiffrées sollicitées par un député PLR, ainsi qu'avec un tableau comparatif des pratiques françaises en matière de traitement des déchets, notamment afin de déterminer si ces derniers sont recyclés et valorisés de manière comparable à Genève.

M. Gorgoni répond que la destination des matériaux exportés est connue au moment de leur départ, mais qu'il ne dispose pas d'informations précises quant à leur traitement une fois arrivés en France.

M. Paulme ajoute que des installations comparables à la GESA sont rares ailleurs, en raison d'un modèle économique différent. Il explique qu'à Genève, la proximité géographique et les taxes sur les matériaux entrants permettent de financer les installations. En France, en revanche, il est économiquement plus avantageux d'acheminer les matériaux sur de longues distances pour les enfouir.

III. Audition de M. Nicolas Walder, Conseiller d'Etat

M. Walder explique que la problématique est relativement simple. Il rappelle que l'initiative initiale visait à prendre en compte les nuisances et les effets des gravières sur le voisinage, en imposant une distance minimale de 300 mètres, ce qui aurait engendré des difficultés importantes, tant pour le département que pour l'identification de nouveaux sites d'exploitation.

Il indique que le département a proposé un contreprojet poursuivant deux objectifs principaux. D'une part, il s'agit de maintenir la prise en compte du voisinage, mais avec une distance réduite à 100 mètres, assortie de possibilités

de dérogation en fonction des activités. D'autre part, le contreprojet prévoit d'intégrer les décharges au même titre que les gravières, celles-ci générant des nuisances comparables, voire supérieures. Enfin, il introduit l'obligation, pour les nouvelles exploitations, de mettre en place un monitoring portant notamment sur la qualité de l'air et les nuisances sonores. Il précise que cette exigence ne s'appliquerait pas aux installations existantes, celles-ci bénéficiant déjà d'autorisations et ne pouvant se voir imposer rétroactivement de nouvelles normes.

M. Walder estime que ce contreprojet demeure pertinent pour le DT, dans la mesure où il ne nécessite pas de modifications majeures, tout en répondant aux préoccupations des initiants en offrant des garanties supplémentaires aux riverains. Il souligne que la suppression de la distance obligatoire de 300 mètres dans l'initiative, à la suite de son invalidation partielle, ne modifie pas fondamentalement la pratique actuelle du département, qui prend déjà en compte le voisinage à travers la règle des 100 mètres avec dérogations possibles.

Il ajoute que le DT continue de soutenir ce contreprojet, qui permet de concrétiser l'intention des initiants, tout en précisant que le département pourrait également s'accommoder de l'initiative dans sa version partiellement invalidée.

Une députée PLR estime que, d'un point de vue législatif et politique, la solution la plus simple serait d'accepter l'initiative, dans la mesure où son contenu, désormais vidé de sa portée initiale, n'entraînerait pas de changements significatifs. Elle relève que l'adoption du contreprojet impliquerait de refuser l'initiative, de voter le contreprojet, puis de reprendre les travaux, alors même que les pratiques resteraient inchangées. Elle s'interroge dès lors sur la plus-value réelle du contreprojet.

M. Walder répond que celui-ci introduit deux éléments nouveaux : d'une part, l'inscription formelle de la distance de 100 mètres avec dérogation possible, applicable tant aux gravières qu'aux décharges. D'autre part, l'instauration d'un monitoring obligatoire pour les nouvelles exploitations. Il ajoute que si la commission estime que ces éléments peuvent être mis en œuvre sans passer par un contreprojet formel, le département s'y conformera. Il rappelle que l'initiative, telle que partiellement invalidée, n'a pas d'impact sur les pratiques actuelles, celles-ci intégrant déjà la prise en compte du voisinage.

La députée PLR en déduit qu'il n'est pas nécessaire d'adopter le contreprojet.

M. Walder confirme que ce n'est pas indispensable.

Un député PLR souhaite comprendre la position du Conseil d'Etat concernant l'exportation des matériaux vers la France. Il demande si l'objectif est de privilégier un traitement local à Genève, impliquant potentiellement l'ouverture de nouvelles gravières, ou d'assumer la poursuite des exportations pour des raisons économiques.

M. Walder précise qu'il s'exprime à titre personnel, n'ayant pas abordé cette question avec l'ensemble du Conseil d'Etat. Il indique que la politique du Conseil d'Etat consiste à privilégier les circuits courts et le traitement local des déchets, tout en envisageant, le cas échéant, des coopérations transfrontalières pertinentes. Il mentionne une visite récente à Jussy, où la question du traitement des déchets a été discutée, notamment en lien avec la zone industrielle de la Pallanterie, qui ne dispose actuellement pas des infrastructures nécessaires. Il souligne que l'objectif n'est pas de concentrer les flux de camions sur des zones déjà fortement sollicitées comme Vernier ou Satigny, mais de répartir ces activités par secteur. Il rappelle que la loi sur les déchets prévoit des zones d'apport et mentionne qu'une décision du Tribunal fédéral est pendante sur ce sujet. Il ajoute que, bien que le traitement local soit souhaité, il n'est pas toujours possible de l'imposer, certains acteurs privilégiant l'exportation pour des raisons économiques. Il précise que sa politique s'inscrit dans la continuité de celle de son prédécesseur, à savoir privilégier autant que possible le traitement local, tout en optimisant les processus et en conciliant ces objectifs avec les exigences d'habitabilité. Il souligne également que les zones industrielles doivent accueillir ce type d'activités, et ne pas être réservées uniquement aux entreprises à haute valeur ajoutée.

Le député PLR demande à quand remonte la dernière autorisation délivrée pour l'ouverture d'une gravière.

M. Royer répond que la dernière autorisation concerne celle de Bernex, délivrée il y a environ trois à quatre ans. Il ajoute que certains projets prennent beaucoup plus de temps, notamment celui évoqué précédemment.

Le député PLR demande si ces délais sont généralisés.

M. Royer répond que non, précisant que le projet mentionné est particulièrement important et de grande ampleur.

M. Walder indique que, de manière générale, tout ce qui concerne la gestion des déchets et les gravières nécessite des surfaces importantes, tout en générant relativement peu de valeur ajoutée. Il souligne que, du point de vue des recettes, notamment pour les communes, ces activités ne sont pas particulièrement attractives. Il ajoute qu'elles engendrent en outre de nombreuses nuisances, notamment liées au trafic de camions. Il relève

également que certaines associations s'opposent à ces projets et bloquent les procédures pour diverses raisons. Il précise toutefois que, malgré ces difficultés et oppositions fréquentes, cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à développer ces activités.

Un député Ve relève que les auditions ont mis en évidence, d'une part, un manque de sites de recyclage sur le territoire et, d'autre part, une forme de concurrence déloyale avec l'étranger. Il indique que le site de la GESA fonctionne en sous-capacité et que certains opérateurs privés souhaitent que les déblais de chantier soient valorisés localement. Il souligne toutefois que cela s'avère plus difficile dans le cadre des marchés publics, les entreprises mandatées n'étant pas des graviéristes. Il demande s'il serait envisageable que l'Etat impose, dans ses appels d'offres, une obligation pour les entreprises de génie civil de recycler les matériaux sur le territoire genevois.

M. Royer répond que le département a déjà réfléchi à cette question et que certaines mesures existent déjà. Il explique que le principe appliqué est celui selon lequel « le béton retourne au béton » : lorsqu'il y a démolition, il existe une exigence de réutiliser des quantités équivalentes de béton recyclé, produit notamment par des installations comme la GESA.

Le député Ve précise que sa question porte davantage sur le lieu de recyclage lui-même, indiquant qu'il ne sait pas si le béton transite par l'étranger, notamment par Grenoble.

M. Royer répond que ce n'est pas le cas. Il explique que le flux de matériaux d'excavation exporté vers la France s'explique principalement par le manque de capacités de traitement à Genève. Il indique qu'environ 50% des matériaux sont exportés, faute de capacités suffisantes en matière de décharges, de gravières ou d'installations de recyclage sur le territoire cantonal. Il ajoute que cette situation entraîne des coûts plus élevés à Genève, rendant les solutions françaises plus compétitives.

M. Walder explique que, de manière générale, dans le cadre des accords intercantonaux sur les marchés publics (AIMP), et notamment en lien avec une décision attendue du Tribunal fédéral, il est possible de fixer des exigences en matière de qualité, mais qu'il n'est pas possible d'imposer qu'un produit soit fabriqué ou recyclé localement. Il précise que cela ne peut pas être justifié ni par des arguments protectionnistes ni par la volonté de limiter les transports. Il souligne que cela constitue aujourd'hui une difficulté majeure dans la gestion des déchets, alors même qu'il serait logique de les traiter localement lorsqu'ils sont produits sur place. Il insiste toutefois sur le fait que Genève ne doit pas devenir un centre de traitement pour les déchets étrangers, mais doit veiller à

ce que les gravières cantonales traitent prioritairement les matériaux issus du territoire. Il conclut que cela suppose la mise en place d'un cadre adapté.

Un député UDC relève qu'il existe de nombreuses entreprises publiques subventionnées par l'Etat ainsi que des établissements autonomes. Il mentionne un exemple dans lequel un droit de superficie avait permis la construction de 200 logements, sans que des exigences liées à la valorisation des matériaux aient été intégrées. Il estime qu'il existe malgré tout une marge de manœuvre et suggère qu'il serait pertinent de sensibiliser ces entités à cette problématique, y compris dans le cadre de projets de rénovation.

M. Walder indique que cette remarque est prise en compte.

IV. Audition de M. Massimo Gorgoni, président du GEGB, et de M. Richard Maury, vice-président du GEGB

M. Maury indique qu'il entend défendre la possibilité de gérer, exploiter et valoriser les gravières ainsi que les matériaux minéraux sur le territoire genevois, en particulier à travers leur recyclage. Il souligne l'importance de préserver une forme de souveraineté dans ces domaines, plutôt que de dépendre de solutions devant de l'étranger.

M. Gorgoni indique que les milieux concernés se félicitent de la décision du Tribunal fédéral quant à l'invalidation de la distance de 300 mètres, celle-ci ayant été jugée contraire au droit fédéral. Il relève toutefois que le texte actuel de l'initiative pose, selon lui, deux problèmes. Il évoque tout d'abord un problème de principe : la suppression de la distance de 300 mètres a, à ses yeux, vidé le texte de sa substance. Il estime dès lors regrettable d'introduire un nouvel article de loi dans ces conditions.

Il cite ensuite l'initiative, en particulier le passage suivant : « l'ensemble des activités découlant des types d'exploitations et de décharges visés par la présente loi est considéré comme pouvant porter atteinte à la santé publique ». Il exprime son désaccord avec ce postulat, estimant que la législation fédérale prévoit déjà que ces installations doivent être exploitées de manière à ne pas porter atteinte à l'environnement ni à la santé. Il considère donc problématique de partir du principe que leurs activités seraient nuisibles à la santé publique.

M. Gorgoni précise toutefois que les milieux concernés ne s'opposent pas à cet article de loi s'il devait être adopté.

M. Maury indique avoir compris que l'adoption du texte par le Grand Conseil aurait pour conséquence que cette initiative ne ferait pas l'objet d'une votation populaire. Il estime que cela permettrait d'éviter une médiatisation

potentiellement négative pour leurs activités. Il conclut en indiquant que, dans cette perspective, la situation leur paraît acceptable.

M. Gorgoni confirme leur volonté d'éviter une nouvelle campagne de votation populaire et précise que leur intervention vise principalement à attirer l'attention sur la question de la santé publique.

M. Maury invite les commissaires à adopter le texte au Grand Conseil.

Un député S relève que la distance de 300 mètres apparaissait effectivement difficilement applicable et aurait compliqué la localisation de nouvelles carrières. Il souligne néanmoins que des préoccupations sanitaires existent, notamment en lien avec les émissions de particules et de poussières. Il rappelle l'existence du cadre légal fédéral et demande si celui-ci est effectivement respecté en pratique. Il souhaite également savoir si des mesures concrètes sont prises pour atténuer les nuisances subies par les riverains.

M. Gorgoni répond qu'à Bardogrades SA, l'exploitation se fait en profondeur, ce qui limite fortement les nuisances sonores à courte distance. Il indique qu'à une distance de 100 mètres, les nuisances sont selon lui imperceptibles, tandis que certaines installations de traitement peuvent être audibles même à 500 mètres. Il considère dès lors que la distance n'est pas le critère déterminant, l'essentiel résidant dans les mesures mises en œuvre pour limiter les nuisances.

M. Maury estime que les contrôles existants en matière de nuisances sont suffisants, voire excessifs.

Le président reformule la question d'un député S et demande quelles sont les mesures mises en place pour protéger l'environnement.

M. Maury explique que toute demande d'autorisation implique l'élaboration d'un plan d'extraction soumis au département du territoire, accompagné d'un rapport d'impact sur l'environnement. Ce rapport fait l'objet d'examens successifs par les différents services compétents. Il indique que l'autorisation est délivrée uniquement si les normes environnementales sont respectées. Il ajoute que les standards évoluent avec le temps et que la perception des nuisances pourrait encore changer à l'avenir. Il souligne que ces activités sont nécessaires pour maîtriser les flux de matériaux.

M. Gorgoni reconnaît l'existence de nuisances, comme dans toute activité économique, notamment en termes de bruit, de poussières et d'impact visuel. Il précise toutefois que les poussières sont d'origine naturelle et qu'il ne s'agit pas, selon lui, de polluants au sens strict. Il indique que le bruit est limité par des techniques d'exploitation en profondeur, citant notamment l'exemple de la gravière de Bernex. Il mentionne également des mesures d'intégration paysagère, telles que la création de buttes de remblais pour atténuer les

nuisances visuelles et sonores. Il ajoute que les émissions de poussières sont principalement problématiques en période sèche et que diverses mesures permettent de les limiter. Il réaffirme que la question de la distance ne constitue pas, selon lui, une solution pertinente.

Le député S revient sur la problématique des poussières et évoque des mesures telles que la plantation d'arbres pour atténuer leur dispersion. Même naturelles, ces poussières peuvent avoir un impact sur la santé lorsqu'elles sont inhalées de manière répétée. Les mesures de prévention ne visent pas à s'opposer aux activités économiques, qu'il reconnaît comme importantes, mais à limiter leurs effets négatifs.

M. Maury répond que les mesures de prévention sont définies en amont dans le cadre du rapport d'impact. Il souligne que le canton de Genève dispose aujourd'hui d'un niveau de contrôle élevé, tant avant la délivrance des autorisations qu'au début de l'exploitation. Il met en garde contre un excès de réglementation, qui pourrait conduire à déplacer ces activités hors du canton, avec des conséquences en termes de transport et d'impact environnemental global. Il estime qu'il convient d'accepter un certain niveau de nuisances, tout en cherchant à les limiter au maximum, compte tenu du caractère essentiel de ces activités. Il souligne que l'exportation des matériaux serait, selon lui, absurde d'un point de vue écologique, économique et social.

M. Gorgoni précise que, après l'obtention d'un plan d'extraction, une autorisation d'exploiter est délivrée pour une durée limitée, généralement de cinq ans. Il indique que les exigences sont régulièrement réévaluées en fonction des évolutions techniques et scientifiques. Il ajoute que les exploitations font l'objet d'un suivi annuel par un mandataire environnemental, qui remet un rapport aux autorités cantonales afin de vérifier le respect des conditions d'autorisation.

M. Maury souligne que de nouveaux polluants sont régulièrement identifiés et que les pratiques évoluent en conséquence. Il insiste toutefois sur la nécessité de ne pas imposer des exigences excessives qui mettraient en péril ces activités.

M. Gorgoni rappelle que l'introduction d'une distance de 300 mètres aurait conduit à la fermeture de plusieurs gravières dans le canton, avec des conséquences importantes tant pour leur activité que pour les transports de matériaux.

Le député S demande si certains membres du personnel habitent à proximité des gravières et s'il existe des démarches de dialogue ou de sensibilisation visant à faciliter la cohabitation avec les riverains.

M. Gorgoni répond par l'affirmative. Il indique que les critiques proviennent souvent de nouveaux habitants, moins familiers avec l'activité. Il rappelle que certaines exploitations existent depuis longtemps et font partie du paysage local. Il mentionne l'existence de bonnes relations avec les autorités communales, notamment à Bardonnex, et précise que des visites sont régulièrement organisées pour les élus afin que leur soient présentées les activités. Il relève également que certaines incompréhensions subsistent, notamment concernant le remblaiement des sites, qui constitue pourtant une étape essentielle de leur activité. Il souligne enfin que le soutien des communes est indispensable, faute de quoi les projets feraient face à de nombreuses oppositions.

M. Maury ajoute que certaines oppositions trouvent leur origine dans des projets spécifiques, comme c'est le cas pour celui de Collex-Bossy/Bellevue. Il estime que certaines critiques relèvent d'un refus de principe lié à la proximité des installations, qu'il qualifie d'attitude parfois dogmatique. Il souligne que, dans un territoire restreint comme celui de Genève, ces tensions sont inévitables.

V. Votes

Le président demande s'il y a des prises de position.

Une députée PLR indique que le groupe PLR soutiendra l'initiative et s'opposera au principe d'un contreprojet. Elle explique que le texte actuel, à la suite de l'invalidation partielle retenue par le Tribunal fédéral, met en évidence l'importance de la problématique sans bouleverser le cadre existant. Dès lors, pour le groupe PLR, il paraît plus simple de l'adopter plutôt que de soumettre l'objet à une votation populaire, qui donnerait lieu à un débat jugé très technique.

Un député S indique que le groupe Socialiste est favorable à l'adoption de ce qu'il reste de l'initiative, considérant qu'il est pertinent de mener une réflexion sur l'impact des gravières sur la santé et l'environnement. Il précise toutefois que cette réflexion devrait, selon eux, s'inscrire dans d'autres travaux et non dans le cadre présent.

Une députée Ve indique que les Verts soutiendront également l'initiative. Elle souligne néanmoins qu'ils souhaitent que certains éléments du contreprojet, notamment la question d'une distance réduite à 100 mètres, puissent être repris dans un règlement d'application, ces éléments leur paraissant pertinents.

Un député LC indique que Le Centre s'aligne sur l'avis général.

Les commissaires du MCG, de LJS et de l'UDC partagent également cette même position.

Le président met aux voix **l'IN 197-TF** :

Oui :	14 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)
Non :	-
Abs :	-

L'IN 197-TF est adoptée à l'unanimité des commissaires présents.

La catégorie II, 30 minutes est proposée.

VI. Conclusion

L'initiative 197 dans sa teneur initiale prévoyait l'introduction d'une distance minimale de 300 mètres entre les gravières et les zones d'habitation. Cette disposition a toutefois été invalidée par le Conseil d'Etat, car une telle distance fixe n'était pas compatible avec le droit fédéral.

A la suite de cette décision, la portée du texte restant est devenue beaucoup plus limitée. Plusieurs auditionnés ont d'ailleurs relevé que l'initiative avait ainsi perdu une grande partie de sa substance. Toutefois, les initiants continuent à soutenir leur texte, soulignant l'importance d'indiquer dans la loi la nécessité de protéger la santé des riverains.

Les travaux de commission ont mis en évidence les enjeux importants liés au recyclage des matériaux minéraux, à la limitation des exportations de déblais et au maintien de capacités de traitement sur le territoire cantonal. Les auditions ont également permis de rappeler que les activités concernées sont déjà soumises à un cadre légal fédéral et cantonal strict, comprenant notamment des études d'impact environnemental, des contrôles réguliers ainsi que des mesures destinées à limiter les nuisances liées au bruit, aux poussières ou aux transports. L'adoption de l'initiative législative n'impliquera donc pas de changement majeur et permettra d'éviter une votation populaire sur un sujet très technique. Cet argument a notamment convaincu les représentants du Groupement des entreprises genevoises du gravier et du béton de ne pas s'opposer à l'adoption du texte, même s'ils ont souligné l'importance des gravières pour notre canton.

Ainsi, le texte résiduel de l'initiative permet de rappeler l'importance des enjeux de santé publique et de protection des riverains. Il ne remet toutefois pas en cause l'équilibre actuel du dispositif légal ni les activités indispensables à l'approvisionnement du canton et au traitement des matériaux. En particulier,

la suppression par le Conseil d'Etat de la distance fixe de 300 mètres a précisément permis de préserver cet équilibre entre protection de la santé publique, sécurité juridique et besoins du canton en matière de gestion des matériaux.

Pour ces raisons, l'unanimité de la Commission de l'environnement et de l'agriculture vous invite, Mesdames, Messieurs les députés, à accepter l'IN 197-TF.

Initiative populaire cantonale

**« Exploitations à proximité des habitations :
une distance minimale afin de mieux
préserver la santé publique »**

DEROULEMENT DE LA PRESENTATION

- Initiative: texte, nos arguments
- Impacts sur la santé
- Historique & fondement de notre initiative
- Questions

Texte de l'initiative :

Modifications La loi sur les gravières et exploitations assimilées (LGEA) (L 3 10), du 28 octobre 1999, est modifiée comme suit:

Art. 3C Mesures de protection (nouveau): L'ensemble des activités découlant des types d'exploitations et de décharges visés par la présente loi est considéré comme pouvant porter atteinte à la santé publique. La distance minimale séparant les zones d'exploitations des zones d'habitations est fixée de manière à préserver la santé des personnes touchées et à limiter les nuisances.

Art. 2 Entrée en vigueur La présente loi entre en vigueur dans les plus brefs délais dès sa promulgation.

Art. 3 Disposition transitoire Dès son entrée en vigueur, la modification de la présente loi est directement applicable aux procédures en cours.

Effet 1

Mise en évidence - reconnaissance d'un risque sanitaire dû aux nuisances (bruit et pollution d'air) générés par ce type d'exploitation. Principe de prévention.

Risques sanitaires

- Par l'émissions de poussières fines,
- polluants atmosphériques,
- brassage de matériaux,
- bruits continus ou intermittents
- Risques liés au trafic accru

Effet 2

Responsabilité de l'État: puisque la distance minimale doit être « fixée », cela suppose une compétence réglementaire ou administrative de l'autorité publique

Responsabilité de l'exploitant: les exploitations étant considérées comme potentiellement dangereuses pour la santé publique, cela peut renforcer un régime de responsabilité en cas d'atteinte.

Notre Genève est déjà bien chargée..

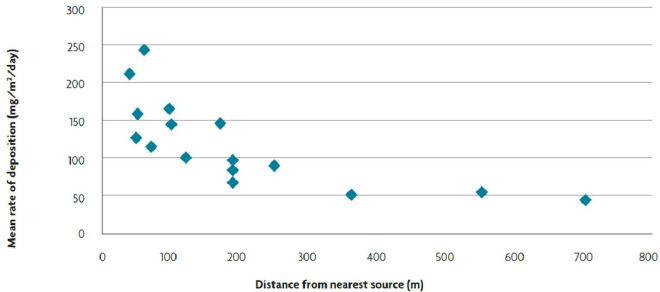
- Superficie du canton : 282 km² avec le lac, 246 km² sans le lac
- Croissance de la population 1,2% an: environ 530'000 personnes en 2024
- Circulation frontalière : Environ 660 000 déplacements quotidiens sont constatés aux frontières cantonales (pendulaires) – 110km de frontière entre Vaud et France.
- Aéroport international
- Organisations internationales
- Canton le plus dense de Suisse (après Bâle –Ville), avec 1800 hab. /km²
- 40% de la population est étrangère – aucun droit de vote

Impacts sur la santé

- Propagations
- Quels dangers?

Propagation de poussières

Table A2-1
Granitic Quarries: Mean Dust Deposition as a Function of Distance from Quarry Operations

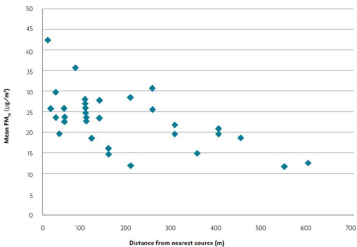


Propagation de PM10 mesurée dans les environs d'une gravière en Angleterre

PM₁₀ concentrations

The following graph represents gravimetric and equivalent PM₁₀ measurements undertaken at a variety of distances from assorted mineral site categories (granitic, sand and gravel, limestone, opencast coal and clay). Each data point represents the PM₁₀ values for monitoring periods ranging from 4 months to annual means. These generic values show dispersion of PM₁₀ concentrations as a function of distance from nearest potential sources.

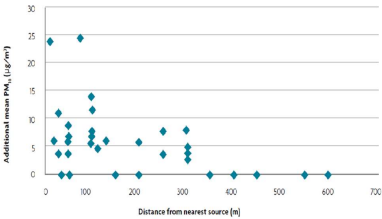
Table A2-1
Mean PM₁₀ Concentration as a Function of Distance from Quarry Operations (Various Mineral Types)



Guidance on the Assessment of Mineral Dust Impacts on Planning, Institute of Air Quality Management, www.iaqm.co.uk

The following generic values represent the mean additional gravimetric and gravimetric equivalent PM₁₀ concentrations above nearest AURN urban/rural background (or other local background monitoring sites) allowing consideration of 'additional' site derived PM₁₀ concentrations, as a function of distance from the nearest potential dust generating operations.

Table A2-4
Mineral Site PM₁₀ Increment as a Function of Distance from Quarry Operations (Various Mineral Types)



Effet des particules fines sur la santé:

Mortalité par maladies respiratoires

Morbidité des maladies respiratoires

Cancer du poumon

Pneumonie

Symptômes respiratoires

Inflammation des voies respiratoires

Fonction pulmonaire diminuée

Diminution de la croissance des poumons

Résistance à l'insuline

Diabète de type 1

Diabète de type 2

Métabolisme osseux

Hypertension artérielle

Dysfonctionnement endothélial

Coagulation sanguine accrue

Inflammation systémique

Thrombose veineuse profonde

Accident vasculaire cérébral

Développement neurologique

Santé mentale

Maladie neurodégénérative

Mortalité par maladie cardiovasculaire

Morbidité des maladies cardiovasculaires

Infarctus du myocarde

Arythmie

Insuffisance cardiaque

Vieillesse cutané

Naissance prématurée

Diminution du poids à la naissance

Diminution de la croissance fœtale

Retard de croissance intra-utérin

Diminution de la qualité du sperme

Pré-éclampsie

Historique & fondements de l'initiative

Depuis 2019 : un engagement constant

- Commentaires détaillés sur la première étude d'impact
- Interventions dans la presse
- Observations et demandes de prises de position auprès du Grand Conseil
- Présentations communes et échanges avec la population
- ...